

TCHAD :

**DECLARATION SOLENNELLE DES
PARTIS POLITIQUES, DES
MOUVEMENTS POLITICO-MILITAIRES,
DE LA SOCIETE CIVILE, DE LA
DIASPORA ET DES PERSONNALITES
RESSOURCES**

GENEVE LE 24 OCTOBRE 2019

INTRODUCTION

Après plusieurs décennies marquées par des régimes politiques dictatoriaux qui se sont succédé au pouvoir au Tchad avec leur corollaire de mauvaise gouvernance caractérisée par des violations chroniques des droits de l'homme, les Tchadiens qui avaient cru un moment voir le bout du tunnel, avec l'avènement au pouvoir du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) en 1990, avaient très vite déchanté.

En effet, dès sa prise de pouvoir, le MPS qui avait promis au peuple tchadien la démocratie s'est très vite attelé à en éliminer tous les fondements notamment les résolutions de la Conférence Nationale Souveraine(CNS) tenue en 1993. Ces résolutions avaient abouti en 1996 à une constitution dont les dispositions les plus pertinentes comme la limitation des mandats avaient été modifiées. Depuis 1996 donc, l'arbitraire s'est installé dans le pays avec, des graves violations des droits de l'homme, une mainmise éhontée sur les richesses nationales par un clan, des injustices au quotidien, une insécurité alimentée par une impunité qui n'existe nulle part ailleurs.

À côté de ces manquements, il convient de noter des violations des libertés publiques comme l'interdiction systématique des marches pacifiques, des meetings, des sit-in et des rassemblements ; des droits fondamentaux pourtant inscrits en bonne place dans la constitution de la République du Tchad sont leur simple expression.

Sur fond de crises politiques, économiques et sociales, crises qui sont les conséquences d'une mauvaise gestion des ressources publiques et qui paralysent le pays depuis trente ans, un forum sur mesure avait été organisé en 2018 suivi d'une constitution dite de la 4e République. Cette constitution, en plus de restreindre considérablement l'espace des libertés publiques, permet au Président de légiférer par ordonnances sans situation exceptionnelle ; ces ordonnances plus liberticides les unes que les autres ont actuellement enlevé au Tchad tous les attributs d'un Etat de droit.

La crispation du climat social a entraîné une tension qui s'exprime par les multiples crises ouvertes entre le Gouvernement et les différents syndicats. Elle est aggravée ces dernières années par la lassitude qui s'est subitement emparé des populations fatiguées des promesses sans lendemain et des actions factices, sans incidences significatives sur leurs conditions de vie et de travail. Elle est en même temps accentuée par des conflits agriculteurs-éleveurs et intercommunautaires meurtriers. A cette crise de confiance, s'est ajoutée une série de discours et comportements tendant à fragiliser le tissu social et rendant possible le risque d'une guerre civile.

Au plan politique, les égoïsmes politiques, la recherche d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt de la Nation au mépris du consensus national sont à la base de la crispation des relations entre les partenaires sociaux et les acteurs politiques de notre pays.

Le gouvernement français sur demande du président tchadien a massacré sans état d'âme en février 2019, environ trois cent concitoyens considérés comme rebelles. De ce fait, la France soutient par les armes la dictature de Deby et s'ingère de manière continuelle dans les affaires intérieures tchadiennes et de ce fait maintient une dictature en place notamment par la présence des troupes françaises basées au Tchad.

Les signataires de la « Déclaration de Genève » sont résolument décidés à ne pas laisser l'actuel pouvoir continuer la destruction inexorable du patrimoine commun qui est l'Etat tchadien. A cette fin, les signataires à travers les recommandations suivantes :

1. **Proclament leur attachement à la cause de l'unité Nationale à travers la sécurisation du tissu économique basé sur l'agriculture et l'élevage ; l'atténuation des conflits éleveur-agriculteur par la mise en place d'une sécurité alimentaire dans les régions frontalières à risque.**
2. **Réclament une véritable Amnistie générale pour tous les tchadiens opposants en exil qu'ils soient armés ou non. Et demandent la mise sur pied d'une procédure d'accompagnement pour les personnes qui rentrent définitivement au pays.**
3. **Proclament solennellement leur droit et leur devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force des armes ou l'exercerait par la force des armes.**
4. **Exigent l'arrêt immédiat du processus électoral actuel et demandent aux bailleurs de fonds de cesser tout financement à ce processus. Appellent le Président Idriss DEBY à renoncer au pouvoir dans un cadre démocratique, et mettre en place une transition afin de sauver le pays et ramener la paix et la stabilité au Tchad, réaliser une alternance par des élections libres, transparentes, inclusives, paisibles et crédibles.**
5. **Affirment leur volonté de vivre ensemble dans le respect des diversités ethniques, religieuses, régionales et culturelle, de bâtir un Etat de droit et une Nation fondée sur les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'homme, la dignité de la personne humaine et le pluralisme sur les valeurs de la fraternité et de la solidarité.**
6. **Appellent le gouvernement, tous les mouvements armés et toute personne ayant pris les armes contre le système politique actuel de cesser immédiatement les hostilités et privilégier le dialogue inclusif afin de restaurer et consolider la démocratie ainsi que l'ordre institutionnel et d'assurer une transition pacifique.**
7. **Affirment leur opposition totale à tout régime dont la politique se fonderait sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le confessionnalisme, et la confiscation du pouvoir.**
8. **Exigent le retrait immédiat de la Constitution de la 4^e République et le rétablissement de la Constitution de 1996 issue de la Conférence Nationale Souveraine.**

9. **Exigent l'organisation d'un dialogue inclusif sous supervision internationale de l'ONU dans un pays neutre, afin de mettre fin à la crise politique actuelle et éviter le chaos au pays ; arrêter la dégradation de la situation générale qui pousse les jeunes à l'exode vers les organisations politico-militaires, les pays voisins et l'Europe. Ce dialogue doit notamment porter sur la libération des prisonniers politiques.**

 10. **Demandent à l'avenir de multiplier, le dialogue et être capable de faire des concessions pour accepter de préserver l'exercice démocratique.**

 11. **Appellent la France à quitter le Tchad.**

 12. **Invitent le peuple tchadien à adhérer au présent projet pour le salut collectif afin de présenter une offre politique alternative crédible au Peuple tchadien pour le changement de leadership national et de la gouvernance au Tchad.**
- **Adoptent solennellement la présente Déclaration.**

Genève, le 24 octobre 2019